

Embargo jusqu'à 10 h 30



Agenda de politique économique

Associations faitières de l'économie suisse

Vendredi 26 novembre 2021

L'exposé prononcé fait foi.

Ensemble pour une économie suisse compétitive

Agenda de politique économique, en guise de manifestation d'un objectif commun pour la Suisse

Christoph Mäder, président d'economiesuisse

Mesdames et messieurs,

Merci pour cette introduction, Valentin Vogt. « Gouverner, c'est prévoir », as-tu dit. C'est vrai pour la politique économique en général, et c'est vrai aussi en particulier, mesdames et messieurs, pour les trois domaines de travail communs que je développerai brièvement avec vous aujourd'hui : le *développement durable*, l'*innovation et la recherche* et la *politique budgétaire et fiscale*.

Le principe universel de la durabilité influencera, devra même influencer toujours plus fortement l'action politique et économique future. Que ce soit dans les finances fédérales, dans la prévoyance vieillesse ou dans la politique climatique. D'un point de vue économique rationnel, la durabilité est aussi dans l'intérêt de l'économie. C'est la raison pour laquelle, depuis des années, l'économie suisse s'engage en faveur de solutions durables. Et c'est aussi la raison pour laquelle le Code suisse de bonnes pratiques pour le gouvernement d'entreprise d'economiesuisse souligne, depuis 2013, l'importance du succès durable des entreprises et en fait l'élément-phare d'une responsabilité sociale des entreprises bien comprise. Dans notre acceptation conjointe, le développement durable a toujours trois dimensions : une dimension économique, une dimension sociale et une dimension écologique. Un développement ne peut être qualifié de véritablement durable que s'il prend en compte ces trois dimensions. Une politique qui se focalise uniquement sur la dimension écologique et qui néglige les effets économiques et sociaux n'est pas, ne peut pas être durable. Les trois dimensions du développement durable composent le socle de la prospérité matérielle, sociale et culturelle de notre société. C'est pour elle que nos trois associations faitières se battent côte à côte.

Le deuxième domaine politique commun que j'aimerais esquisser ici concerne la politique budgétaire et fiscale. Un cadre fiscal attrayant est l'un des facteurs clés du succès économique de la Suisse. Malgré la mise en œuvre de l'important projet de réforme de l'imposition des entreprises (RFFA), de nouveaux défis attendent la Suisse en matière de fiscalité. Au niveau international, sous la pression politique, le projet de l'OCDE et du G20 avance à marche forcée. La transformation de l'ordre fiscal international remettra en question des avantages concurrentiels de la Suisse en matière d'imposition du bénéfice. En

politique intérieure, le débat récurrent sur la répartition prétendument toujours plus inégale des richesses fait le lit de propositions extrêmes de politique fiscale, à l'instar de l'initiative 99 % des Jeunes socialistes, rejetée il y a peu par le peuple. Certes, de possibles dommages ont pu être évités, mais la fiscalité aussi doit continuer à évoluer. Des possibilités de développement en la matière existent par exemple dans les domaines importants du marché des capitaux et du financement des entreprises. Une réforme de l'impôt anticipé et l'abolition progressive du droit de timbre d'émission permettraient d'améliorer sensiblement la fiscalité suisse indépendamment des exigences internationales. Une politique budgétaire durable est un autre avantage compétitif décisif dont la Suisse doit prendre soin. Nos trois associations économiques observent de près l'évolution des finances fédérales, et visent un budget solide sur la base de l'instrument éprouvé du frein à l'endettement. La péréquation financière est un autre thème important pour le fédéralisme et la compétitivité fiscale intercantonale.

Cela m'amène au troisième domaine politique commun, l'innovation et la recherche. La Suisse vit de sa capacité d'innovation. Celle-ci ne naît toutefois pas dans les bureaux de l'administration ou les états-majors des partis politiques. La recherche privée a un rôle tout aussi important à jouer que la recherche des établissements de droit public. Les activités de R-D sont accomplies pour une bonne part par le secteur privé. Les conditions-cadre, dans la recherche aussi, sont par conséquent essentielles. Pouvoir accéder facilement aux spécialistes et aux chercheurs de pointe étrangers est d'une importance capitale. La Suisse en tant que pôle de recherche ne peut rester attrayante que si les entreprises peuvent embaucher facilement des chercheurs hautement qualifiés en provenance d'Europe et du reste du monde. La Suisse dispose d'une recherche excellente en comparaison internationale, qui est une clé pour les gains de productivité et la croissance. L'interaction entre la recherche publique et la recherche privée fonctionne très bien aujourd'hui. La formation, la recherche et la technologie sont comprises comme des tâches qui concernent toute la société et qui servent l'innovation, la croissance, l'emploi et la prospérité. Les trois associations faitières de l'économie s'engageront à tous les niveaux et de toutes leurs forces pour garantir des conditions-cadre favorables à l'innovation.

J'en arrive à la conclusion. *economiesuisse*, l'Union suisse des arts et métiers et l'Union patronale suisse ont un but commun : garantir et accroître la compétitivité de l'économie suisse. Ce but s'exprime dans le présent Agenda de politique économique. Nous suivrons étroitement les développements et les progrès accomplis dans les trois domaines cités et en rendrons compte périodiquement.